

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles  
Affaire suivie par le pôle risques  
Références : D-000673-2023/LRAR N°1A 194 569 0717 7

Avignon, le 31/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 3 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**CAVAILLON.B**

ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes  
84300 CAVAILLON

### **1 Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 octobre 2023 dans l'établissement CAVAILLON.B implanté ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes 84300 CAVAILLON. L'inspection a été annoncée le 13/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAVAILLON.B
- ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes 84300 CAVAILLON
- Code AIOT dans GUN : 000645098
- Régime : Enregistrement

La Société CAVAILLON B, titulaire de l'arrêté d'autorisation, exploite un entrepôt de stockage occupées par 2 locataires la Société ViaPoste, la Société MT France.

- la Société ViaPoste ( tri de colis postaux ) occupe les Cellules 1, 2, 3, 4bis avec un effectif de 20 à 70 personnes et une amplitude d'activité de 15h à 3h du lundi au vendredi,
- la Société MT France (Stockage, distribution et lavage d'emballages plastiques pour l'agro-alimentaire) occupe les Cellules 4, 5, 6 et la moitié de la cellule 7 avec un effectif de 50 personnes, et une amplitude d'activité en 3 / 8 de 6h à 14h, 14h à 22h, 22h à 6h du lundi au vendredi et de 6h à 14h le samedi,

**Consistance de l'installation :**

- Le site est constitué d'un bâtiment d'une surface de 23 162 m<sup>2</sup> pour un volume de stockage de 187 000 m<sup>3</sup> . Sur une parcelle Section AP n° 406 d'une superficie totale de 61 616 m<sup>2</sup>. Le bâtiment est divisé en 8 cellules.

**L'installation est réglementée par:**

- un arrêté d'autorisation préfectoral N° 30 du 5 avril 2007,
- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 15 mai 2008 au profit de la Société MGLOGINVEST,

- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 5 novembre 2013 au profit de la Société AMF Qualité-Sécurité-Environnement,
- un arrêté d'autorisation préfectoral du 2 décembre 2016.
- un récépissé de changement d'exploitant du 7 juin 2018 au profit de la Société CAVAILLON.B

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification des installations au regard de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifier par l'arrêté du 24 septembre 2020, et notamment sur les sujets suivants :
  - 1.2. Contenu du dossier « Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » Échéance (1er janvier 2021);
  - 2. Règles d'implantation III. - Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. Échéance (1er janvier 2025) ;
  - 13. Moyens de lutte contre l'incendie, « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. » Échéance (1er janvier 2021) ;
  - 1.4. État des matières stockées " L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante ".Échéance (1er janvier 2022) ;
  - 23. Plan de défense incendie Échéance (31 décembre 2023) ;

## **2 Constats**

### **2.1.Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « sans suite administrative ».

## **2.2.Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 2-III		Mise en demeure, respect de prescriptions	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contenu du dossier	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 1.2		Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie - opérateurs et intervenants	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 13		Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 1.4		Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 23		Sans objet

## **2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La société MT France locataire de la cellule 4 stocke des palettes de caisses en plastique en grande proximité des parois extérieures de la cellule. Les parois de cette cellule ne sont pas coupes feu. En conséquence, il est proposé à Madame la Préfète de Vaucluse de mettre en demeure la société CAVAILLON.B de respecter les distances d'éloignement minimale de 10 mètres prévues par les prescriptions du point II Annexe II de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017,

## **2.4.Fiche de constats**

**Point de contrôle n°1: Contenu du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » Échéance (1er janvier 2021);
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté un rapport de synthèse de son assureur la société GENERALI en date 15 mai 2019. Ce rapport comporte les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 19.05.01 _ Abords / palettes et emballages combustibles (P1 Critique) Nous vous recommandons d'éloigner les matériaux combustibles à proximité de vos abords pouvant faciliter la propagation d'un incendie (palettes de caisses plastiques proches des parois de l'entrepôt); <b>Constat de l'inspection, Voir constat n°2 "Règles d'implantation " ;</b></li><li>• 19.05.02 _ Accès RIA (P2 Important) Nous vous rappelons de veiller à laisser dégager en permanence les RIA ; <b>Constat de l'inspection, l'ensemble des RIA sont accessibles et dégagées au jour de l'inspection ;</b></li><li>• 19.05.03 _ Canalisations gaz (P2 Important) Les canalisations de gaz doivent être facilement identifiables par une peinture normalisée (Jaune) ; <b>Constat de l'inspection, l'ensemble des canalisations de gaz sont correctement identifiées au jour de l'inspection ;</b></li><li>• 19.05.04 _ Ouvertures et passages de câbles (P2 Important) Afin de limiter les risques de propagation de feux de câbles et de fumée, les passages de câbles devraient être rebouchés par un matériau incombustible tel que du plâtre ou joint spécial. <b>Constat de l'inspection, les passages de câbles sont rebouchés au jour de l'inspection ;</b></li></ul>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans-suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet

## Point de contrôle n°2: Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 2-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. Échéance (1er janvier 2025). " La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. " " Cette distance peut être réduite à 1 mètre, si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. "
<b>Constats :</b> Les parois extérieures de la cellule 4 ne sont pas REI 120. Une grande quantité de palettes, de caisses en plastiques sont stockées à une distance inférieure à 10 mètre des parois extérieurs Sud-Est et Nord-Est de l'angle de la cellule 4. (Voir annexe).
<b>Observations :</b> Ce constat a déjà été fait dans le rapport d'assurance du 15 mai 2019 / constat 19.05.01 (voir point de contrôle n° 1)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## Point de contrôle n°3: Moyens de lutte contre l'incendie - opérateurs et intervenants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. » Échéance (1er janvier 2021) ;
<b>Constats :</b> Une formation est effectuée annuellement sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre avec un émargement de validation des personnels.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°4: État des matières stockées**

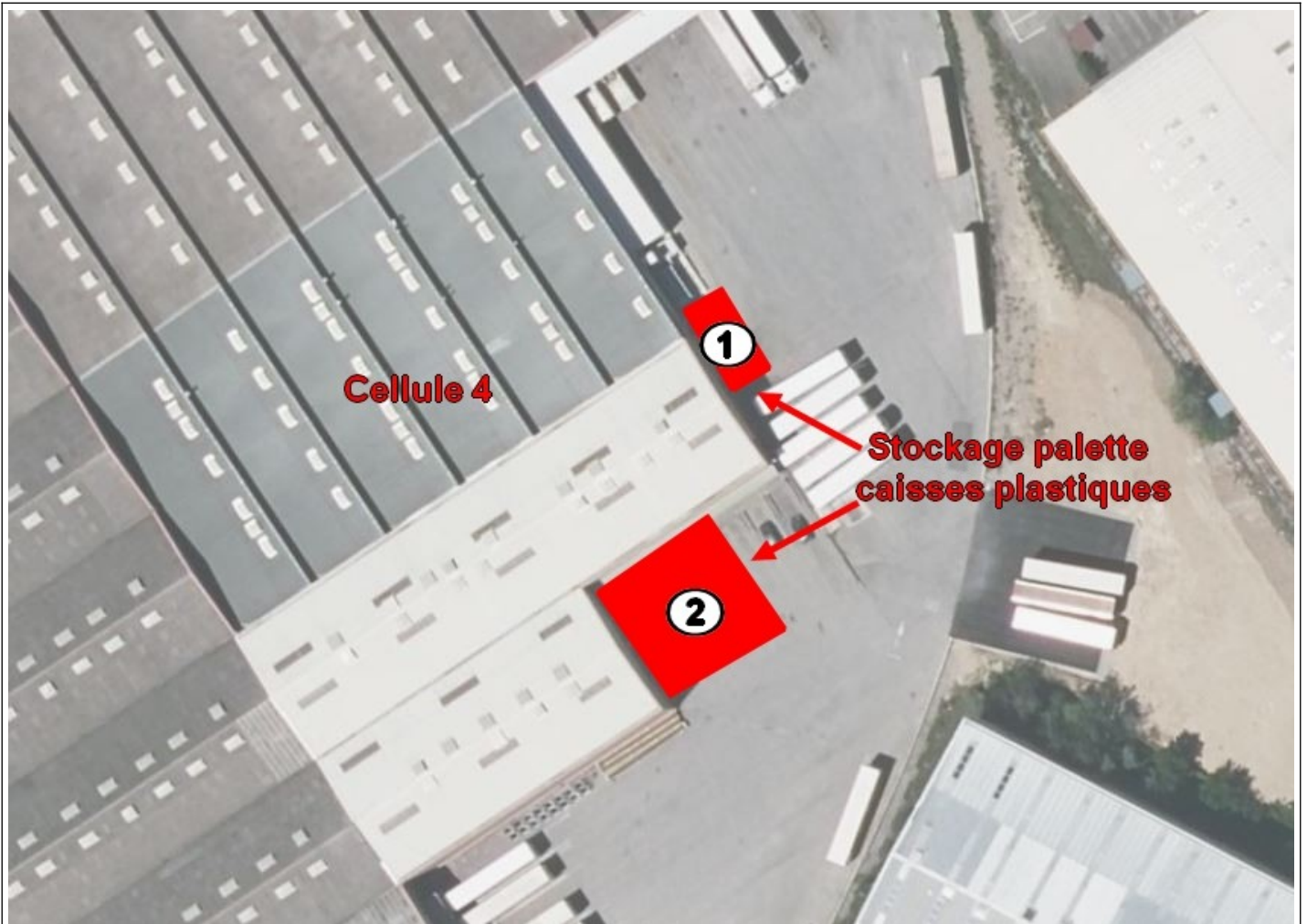
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante ".Échéance (1er janvier 2022) ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose pour la Société MT France d'un suivi des stocks en continu. L'ensemble des informations est accessible en tous temps et sauvegardé par un serveur extérieur. Pour la Société ViaPoste son fonctionnement est de type messagerie. Les colis arrivent dans le courant de la nuit puis ils sont triés et reconditionnés pour être expédiés dans la matinée. Le reste du temps les cellules sont vides.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°5: Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.
<b>Constats :</b> Le POI de l'établissement est encours de modifications pour intégrer le PDI comme prévu à l'alinéa 6 de l'article 23.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet

## ANNEXE

### Point de contrôle 2



1



2

